

Adnan Kassar : Les entreprises chinoises prêtes à investir au Liban

La page économie du lundi est réalisée en partenariat avec



un leader mondial de transport maritime

CMA CGM n'est pas responsable du contenu éditorial de cette page

Président du groupe Fransabank et à l'origine, avec son frère Adel, du premier accord commercial conclu entre la République populaire de Chine et le Liban, il y a plus de 60 ans, Adnan Kassar fait le point pour « L'Orient-Le Jour » sur le projet d'intégration du pays du Cèdre à l'initiative de la nouvelle route de la soie lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping.

Philippe HAGE BOUTROS

Quand est-ce que la Chine a décidé d'inclure le Liban dans son projet de nouvelle route de la soie ?

Le président chinois Xi Jinping a décidé dès le lancement du projet d'inscrire le Liban dans la liste de plus de 60 pays que doit traverser la nouvelle route de la soie (l'appellation a été changée récemment en Belt + Road Initiative). Lancé en 2013, ce projet prévoit la construction d'un réseau – routier et ferroviaire – reliant Pékin au continent européen. Nous nous sommes mobilisés, mon frère Adel – le vice-président du groupe Fransabank – et moi, pour convaincre nos partenaires chinois, avec qui nous avons noué de solides relations depuis des années, que le pays du Cèdre possède tous les atouts nécessaires pour devenir un centre stratégique dans le cadre de ce projet.

La Chine considère d'abord que le Liban est idéalement placé au niveau géographique. C'est également un des États les plus stables de la région sur le plan sécuritaire et politique, ce qui est évidemment un facteur qui a beaucoup joué en notre faveur. Je tiens de fait à saluer les efforts des dirigeants libanais pour avoir renforcé la confiance de la communauté internationale en notre capacité à faire bloc ces dernières années en dépit des difficultés. Malgré sa petite taille, le Liban possède enfin plusieurs atouts qui

lui permettent de se démarquer des autres pays de la région, comme le fait que son économie soit libérale, la solidité de son secteur bancaire ou encore le fait que plusieurs organisations internationales et régionales y soient basées.

Où en est le projet actuellement ? Le gouvernement chinois a-t-il donné des indications concernant les montants qu'il souhaitait investir au Liban dans le cadre de son initiative ?

L'établissement de la nouvelle route de la soie est un projet de grande envergure et de longue haleine. Les montants en jeu se comptent désormais en milliers de milliards de dollars, mais il n'y a pas encore de chiffres qui circulent concernant le montant des investissements qui seront réalisés au Liban. Nous en saurons sans doute plus dès que le gouvernement libanais aura annoncé son plan de plus de 16 milliards de dollars pour développer les infrastructures, qui va incidemment créer de nombreuses opportunités pour les entreprises chinoises. Plusieurs d'entre elles, investies dans les domaines du BTP, des télécoms ou encore des hydrocarbures, sont déjà présentes au Liban et se tiennent prêtes à y investir.

Il reste que beaucoup de progrès ont été réalisés depuis 2013, et particulièrement cette année. Le 8 septembre, le ministre libanais de l'Économie et du Commerce, Raed Houry, a par exemple signé un accord de coopération entre le Liban et la Chine dans le cadre du développement de la nou-

velle route de la soie, avec He Lifeng, le président de la Commission nationale chinoise pour la réforme et le développement (NDRC).

Plus récemment, le Conseil chinois pour le développement du commerce international (CCPIT), la plus grande et la plus influente chambre de commerce en Chine – dont je suis par ailleurs membre honoraire –, a décidé d'installer son bureau de représentation à Beyrouth. Nous sommes actuellement en train de travailler avec le gouvernement libanais pour remplir toutes les formalités et obtenir toutes les autorisations en vue d'inaugurer ce bureau régional. Je vous rappelle en outre que Fransabank est le premier établissement libanais à avoir établi un *China desk* (en 2013) pour intensifier les relations d'affaires entre la Chine et les pays où nous opérons, et est ainsi, de fait, au cœur de ces développements.

Quel est l'intérêt pour le Liban d'être intégré dans la nouvelle route de la soie et quelles sont les mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre pour faciliter cette intégration ?

La participation du Liban à l'établissement d'une nouvelle route de la soie est une opportunité unique pour lui permettre de reconquérir son statut de centre d'affaires régional et de plaque tournante du commerce. Cela renforcera aussi son attractivité sur le plan touristique, notamment pour les centaines de milliers de Chinois déjà établis dans les pays du Moyen-Orient et du Golfe. Pour résumer, les



Adnan Kassar, président du groupe Fransabank. Photo DR

conséquences seront résolument positives pour l'économie et pour l'emploi.

C'est ensuite l'occasion idéale de renforcer notre coopération avec la Chine, qui est notre plus grand partenaire commercial et où nous pourrions trouver des débouchés pour exporter nos produits. Cette coopération va également bénéficier au développement du nord du pays – où le chômage frôle les 60 % (NDLR : selon un récent rapport de la Banque mondiale) –, qui suscite déjà un grand intérêt pour les investisseurs chinois dans la pers-

pective de la reconstruction de la Syrie et de l'Irak.

Pour accélérer le processus, les autorités libanaises peuvent par exemple alléger les formalités administratives pour les ressortissants chinois – qui peuvent déjà séjourner au Liban sans visa. Une mesure qui aurait un impact positif serait de faciliter l'obtention de permis de travail pour au moins une dizaine d'employés par entreprise, ce qui encouragerait ces dernières à s'établir au Liban et à embaucher des Libanais pour leurs activités dans le pays où dans les autres pays de la région.